

L'Adresse—M. Coates

Pendant longtemps, il a été le premier parmi ses pairs à la Chambre. Il s'est acquitté de sa tâche avec une impartialité exceptionnelle et je suis certain que tous ceux d'entre nous qui sont ici et qui ont travaillé avec lui, le regretteront. Mais je ne peux manquer de lui souhaiter tout le succès possible dans la lourde tâche qu'il assume à la Cour fédérale du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Coates: Les Canadiens, aujourd'hui, donnent l'impression de vouloir se livrer à une sorte de masochisme constitutionnel, que ce soit la velléité de séparation du Québec ou celle de l'aliénation de l'Ouest, au lieu d'accepter les avantages que le ciel nous a donnés et qui font que notre pays est à peu près le plus fortuné de la planète.

A une époque où le monde élargit ses horizons, où de nouvelles associations politiques et économiques unissent des régions du globe, où ces associations transcendent les liens nationalistes étroits sans les menacer mais en apportant d'importants avantages économiques, il est presque impossible de s'imaginer que nous nous engageons dans une voie qui pourrait éventuellement mener à la destruction de notre confédération.

Nous savons maintenant que l'angoisse suscitée au Québec par le débat actuel sur la souveraineté-association proprement dite—reste à savoir ce que cela signifie au juste—se terminera le 20 mai. Si l'on considère que toute l'opération semble ni plus ni moins vouée à l'échec étant donné que tous les partenaires du Québec ont signifié leur intention de ne plus en parler après cette date, je ne réussis pas à m'expliquer les avantages que le Québec ou le pays peuvent espérer tirer de cette affaire. A mes collègues de la Chambre, j'offre mes meilleurs vœux pour qu'ils puissent exprimer toutes les bonnes et judicieuses raisons de défendre cette union qui a été très avantageuse pour tous les citoyens et qui, tout compte fait, offre à ceux qui habitent ce pays beaucoup plus qu'il n'est possible de recevoir ailleurs au monde.

Pourtant, malgré toutes ces preuves militant en faveur de la confédération, quel que soit l'endroit où l'on se trouve au Canada, les media semblent vouloir nous faire comprendre que les Canadiens sont confus, craintifs et anxieux quant à l'avenir. Tout le pays ressent un profond malaise.

Comment pouvons-nous justifier ce profond sentiment de malaise et d'appréhension? Je ne prétends pas être un grand analyste de la condition des sociétés modernes. Je ne comprends pas le jargon ni nombre des notions que certains des prétendus spécialistes utilisent. Je me demande parfois s'ils les comprennent eux-mêmes; mais je crois que le fait d'avoir été réélu dix fois à la Chambre des communes, d'avoir été président de mon parti et d'avoir travaillé avec un grand nombre d'hommes politiques depuis 23 ans me place dans une assez bonne position pour répondre à la question fondamentale que les Canadiens et les étrangers se posent de plus en plus aujourd'hui: «Qu'est-ce qui ne va pas au Canada?».

Peut-être nous sommes-nous concentrés sur nos propres carences parce que nous avons passé le plus clair de notre temps en campagne électorale depuis 1978. On dit souvent que les arbres cachent la forêt. Nous n'avons pas su voir ce qui se produisait véritablement dans le monde, bien que la crise de l'énergie que nous traversons depuis le début des années 70 nous ait montré que les pays de l'OPEP, en constituant une union économique internationale, ont bouleversé l'équilibre financier du monde industrialisé.

La CEE nous a permis, une fois de plus, de constater que l'Europe pouvait exercer une influence économique plus grande sans provoquer l'érosion que nombre de pays membres craignaient.

Nous entendons beaucoup parler du nationalisme économique que maintes personnes craignent parce qu'elles trouvent que notre industrie est dominée par des sociétés multinationales qui sont principalement américaines. Ce que nous semblons oublier, c'est que les Canadiens sont des commerçants et qu'ils se sont avérés de bons commerçants au cours des 113 années de leur histoire. Certes, les habitants de ma province étaient de bons commerçants bien avant que le Canada n'existe et ils ont connu avant la Confédération un succès qui n'a pas été égalé depuis 1867.

Si nous voulons jouir des avantages que nous confère notre potentiel, nous devons nous tourner vers l'extérieur, et non vers l'intérieur. Nous devons envisager la totalité du continent nord-américain: le Canada, les États-Unis et le Mexique et nous entendre, en tant qu'habitants de ce continent, sur la façon d'exploiter les possibilités qui s'offrent à nous.

Je me réjouis de la visite prochaine du président du Mexique. J'espère qu'elle sera l'occasion de discussions fécondes sur les nombreux intérêts que nous partageons avec ce grand pays. Le Mexique s'est distingué par son dynamisme dans le nouvel ordre économique mondial. A l'instar du Canada, il est situé à la frontière du géant économique du monde libre et comme lui, il éprouve les problèmes d'identité inhérents à cette proximité.

Mais le Canada comme le Mexique ne peut que bénéficier d'une planification tirant parti des possibilités découlant du fait que les 220 millions ou plus d'Américains constituent un marché proche dont l'accès présente moins de barrières que n'importe quel autre au monde.

Permettez-moi de souligner quelques réalités. Nos échanges économiques avec les États-Unis sont considérables; les investisseurs canadiens ont fortement tendance à privilégier les États-Unis; de plus en plus de Canadiens y achètent des propriétés et, sur toutes les grandes questions internationales, nos intérêts et ceux des Américains sont identiques.

● (1620)

Nous nous évertuons en ce moment à régler la question du boycottage des Jeux olympiques. Nos concitoyens sont aujourd'hui du même avis que le gouvernement de M. Clark, quand ce dernier a déclaré que nous appuierions nous aussi ce boycottage. Nous attendons en ce moment la décision du gouvernement Trudeau. Je sentirais que notre meilleur ami a été gravement trahi si nous devions aller à l'encontre de la position favorable au boycottage adoptée par le gouvernement Clark.

Nous avons en effet le bonheur d'avoir comme ambassadeur des États-Unis au Canada, M. Kenneth Curtis. M. Curtis a depuis toujours été étroitement associé au Canada. Quand il était gouverneur de l'État du Maine, il a pris l'initiative de mettre sur pied une association officielle des gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et de représentants des cinq provinces de l'est du Canada. Plus tard, il assumait de lourdes responsabilités politiques à titre de président de l'organisation du parti démocratique.

Nous avons donc au Canada, aujourd'hui, un homme de grande valeur, qui connaît bien notre pays et qui comprend les États-Unis et ses institutions politiques mieux que quiconque d'entre nous; en outre, il nous a déjà montré sa diplomatie d'un